

La pandémie de Covid-19 met à mal la prévention des cancers

Cancer du sein, du côlon, du col de l'utérus... Les spécialistes de la prévention s'inquiètent des effets du reconfinement sur le dépistage de ces maladies, alors que le retard lié au confinement du printemps n'a toujours pas été rattrapé.

Les rendez-vous médicaux ne sont pourtant pas concernés par les restrictions de déplacement entrées en vigueur le 29 octobre. Mais ces professionnels constatent beaucoup de "défections" et de nombreux appels de patients inquiets.

"Malgré le confinement, il est indispensable que les femmes continuent à se faire suivre et à se faire dépister", souligne la SFCPCV, regroupement de soignants qui oeuvre pour la prévention du cancer du col de l'utérus.

"Ce qu'on craint, c'est que le bilan de la pandémie soit bien plus lourd que celui des victimes directes du Covid", a déclaré à l'AFP son vice-président, Xavier Carcopino.

Pour ce type de cancer, "le risque est d'avoir des patientes qui vont développer un cancer, alors que si elles avaient fait un frottis, elles auraient pu faire soigner des lésions précancéreuses", explique ce chirurgien spécialisé en cancérologie gynécologique à l'Hôpital Nord de Marseille (AP-HM).

Six millions de frottis et 30.000 traitements de lésions précancéreuses sont réalisés chaque année en France.

"Il y a plus de défections qu'avant" la crise sanitaire, constate aussi Brigitte Sérador, présidente du Centre régional de coordination des dépistages des cancers pour la région PACA, évoquant "10% à 15%" de patients absents à leur rendez-vous.

Entre mi-mars et début mai, le premier confinement a entraîné l'annulation massive des dépistages organisés comme des consultations individuelles.

- **"Climat d'angoisse"** -
Le dépistage des cancers colorectaux a aussi été perturbé par les retards d'acheminement du courrier, les échantillons recueillis par les patients n'étant plus interprétables en laboratoire au-delà de quelques jours.

Les examens ont ensuite repris progressivement, pour les "urgences" dans un premier temps, à mesure que les cabinets se dotaient d'équipements de protection et mettaient en place un protocole sanitaire. Mais le rattrapage du retard accumulé n'a été que partiel.

Une étude de l'Assurance maladie et de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), parue début octobre, montre que mi-septembre, les ventes de produits nécessaires à certains examens accusaient toujours un important retard par rapport aux prévisions: -250.000 pour les préparations pour coloscopie, -500.000 pour les produits iodés pour scanner et -280.000 pour les produits de contraste pour IRM.

"La chute, non rattrapable, de ces trois derniers actes indispensables pour diagnostiquer certains cancers ou maladies graves en poussée, conduisent avec l'ensemble de la filière de cancérologie et de médecine de spécialité à des retards conséquents de prise en charge", s'inquiétait le rapport.

Concernant les mammographies de dépistage du cancer du sein, à fin août "nous étions entre 20% et 40% de moins" que l'année précédente dans la région PACA, avec des baisses comparables dans d'autres régions, selon Brigitte Séradour. Et "on finira entre 20% et 30% à la fin de l'année", estime-t-elle.

Environ 2,3 millions de mammographies sont réalisées chaque année en France dans le cadre du dépistage organisé.

"Il n'y a pas de responsable unique", juge-t-elle, mais se cumulent "deux mois d'arrêt complet", des capacités d'accueil réduites d'environ 25% dans les cabinets de radiologie du fait des contraintes sanitaires et des "facteurs psychologiques qui freinent", avec un "climat d'angoisse" qui incite certains patients à fuir transports en commun et salles d'attente.

Chez les femmes de 50 à 74 ans, concernées par le dépistage du cancer du sein, "au moins les trois-quarts des cancers ne sont pas à croissance rapide. Donc il

n'y a pas de perte de chance si l'examen est repoussé de quatre à cinq mois", rassure-t-elle. "Mais il ne faut pas que ça dure plus".

La situation est plus problématique pour les cancers colorectaux, où repousser de quelques mois une coloscopie "impacte vraiment le pronostic".

Il est encore trop tôt pour voir si ces craintes vont se concrétiser, mais une étude de l'Institut Gustave-Roussy estimait en septembre que les retards de diagnostic et de traitement pourraient "se traduire par une augmentation de la mortalité par cancer entre 2% et 5% à 5 ans".